

à une situation historique où un seul homme serait investi de la mission de réaliser ou d'achever les grandes tâches de la révolution.

Ce pressentiment exprimait la condamnation justifiée de toute théorie substitutionniste et non de la véritable théorie léniniste qui, bien sûr, n'assumait pas cette vision.

A l'époque stalinienne, cette théorie est devenue, de façon semi-explicite et semi-ouverte, la théorie officielle du Parti stalinien. Les dirigeants bureaucratiques de certains Etats ouvriers sont toujours extrêmement surpris lorsqu'on les met au défi de trouver une seule phrase, dans tous les écrits de Lénine, où il dise que la dictature du prolétariat doit être exercée par le Parti; que c'est le Parti qui doit réaliser la nationalisation des moyens de productions, etc... Cette mise en demeure les remplit toujours d'étonnement, car ils ont été éduqués dans un *esprit qui transfère au Parti les tâches du prolétariat*.

Au contraire, tous les textes classiques du léninisme (cf. *L'Etat et la révolution*) parlent toujours des tâches qui doivent être exécutées *par le prolétariat sous la direction du Parti*, ce qui est très différent. Cette théorie, qui transfère au Parti l'exécution des tâches historiques du prolétariat, en usurpant sa place, conduit très logiquement à des situations où le Parti est amené à exécuter ces tâches malgré l'opposition de l'énorme majorité du prolétariat : cela justifierait Budapest et l'intervention des troupes soviétiques contre la révolution hongroise et la grève générale de 95 % du prolétariat hongrois. Cela amènerait à dire que la dictature du prolétariat peut être exercée par le Parti *contre* 95 % du prolétariat, à un moment historique donné, dans un pays déterminé.

La critique de Trotsky de cette théorie substitutionniste était donc en soi absolument juste; c'était cependant une anticipation, car personne en 1903 ne défendait cette thèse, et surtout pas Lénine qui s'en est défendu à plusieurs reprises (3) : cette théorie n'a vraiment vu le jour que trente ans plus tard, à l'apogée de l'époque stalinienne, en devenant doctrine semi-officielle de la bureaucratie soviétique. Cette bureaucratie n'a jamais cependant osé institutionnaliser totalement cette théorie et renier par là, carrément, la théorie léniniste.

IV – LA LUTTE DE ROSA LUXEMBURG CONTRE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE ALLEMANDE

La quatrième phase de la prise de conscience du mouvement ouvrier sur ce problème est très importante : c'est la première prise de conscience explicite de la réalisation d'une bureaucratie achevée. Elle est due à Rosa Luxemburg dans sa lutte contre la bureaucratie syndicale allemande, entre 1907 et 1914, et contre la dégénérescence générale de la social-démocratie réformiste.

a) Rosa Luxemburg a très bien compris et analysé le phénomène, quoique de façon légèrement excessive : *les organisations ouvrières les plus*

fortes, dans les périodes de vie normale du capitalisme, sont toujours minoritaires et les syndicats les plus puissants ne rassemblent qu'une minorité d'ouvriers (4).

Elle en a tiré deux conclusions en s'appuyant sur l'expérience concrète de la révolution russe de 1905, essentiellement dans les parties les plus industrialisées (la Pologne tsariste, les centres industriels de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Transcaucasie) : dans tous les cas, c'est seulement à l'occasion d'une période révolutionnaire que la majorité des ouvriers entre dans un mouvement politique ou syndical. Cela implique alors la mise en mouvement de millions d'ouvriers qui ne sont pas passés par l'école des organisations traditionnelles; ils ne peuvent être canalisés par les moyens habituels; de nouvelles formes d'organisation sont alors nécessaires pour organiser ces masses ouvrières; elles doivent être plus souples qu'un syndicat ou un parti et permettre d'englober une part beaucoup plus large des masses et de réaliser effectivement l'unité d'action.

L'histoire a entièrement confirmé cette théorie et a prouvé l'unité de la *forme d'organisation en soviets, en comités provisoires pendant la période révolutionnaire* : ils constituent la forme la plus souple que l'on puisse imaginer, puisque chacun de ces comités est toujours spécifique de la situation locale. Il suffit de considérer par exemple les premiers soviets de la révolution russe de 1905, les conseils ouvriers et de soldats de la révolution allemande de 1918, ou les conseils de la révolution espagnole. Tous ces comités ont toujours été spécifiques d'une situation donnée; ils ont toujours été formés pour résoudre une tâche pratique qui s'est posée historiquement à la révolution. Ce ne sont évidemment pas des institutions qui peuvent posséder des statuts permanents applicables à toutes les conditions historiques.

Cette forme d'organisation, la plus souple qui soit, ne veut répondre qu'à un seul but : *réaliser le front unique, l'unité dans l'action des travailleurs, à un moment révolutionnaire, pour un but révolutionnaire précis*. Elle est seule capable de répondre aux nécessités d'une action révolutionnaire regroupant tous les travailleurs.

De la même façon, si on a compris le caractère réel des soviets, on voit combien il est dogmatique et grotesque de vouloir leur donner une étiquette identique dans tous les pays et dans toutes les situations : les « pro-chinois » recommençant l'expérience stalinienne dite de « troisième période », veulent, dans des pays comme la Belgique ou les Etats-Unis, préparer à l'avance la fondation des soviets; en leur donnant précisément cette appellation, ils se livrent à une opération dogmatique et déplacée, qui ne correspond pas au problème réel : trouver la forme qui correspond le mieux aux aspirations de la classe ouvrière du moment, à une époque précise, dans un pays bien déterminé, en accord avec les buts historiques réels : la mobilisation de la masse la plus large des travailleurs pour un but clairement défini.

b) Un autre aspect nous est apporté par Rosa Luxemburg dans sa compré-